TRAVAIL & EMPLOI · FICHE MESURE

# Allocation sociale unique et statut étudiant

Allocation sociale unique et statut étudiant : combien ça rapporterait ?

| COÛT BRUT | COÛT NET | EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC |
|---|---|---|
| **37,5 Md€** | **−5 Md€** | **+1 Md€ par an** |
| sur 5 ans | sur 5 ans · négatif = gain | soit +5 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public |

**Vecteur juridique :** Loi ordinaire + saisine préventive Conseil constitutionnel + décrets d'application + refonte SI Caf et France Travail

## Résumé

Deux dispositifs sœurs, une même philosophie : la Nation aide, le bénéficiaire contribue. **ASU-Actif** : fusion du RSA, de la Prime d'activité, des APL et de l'ASS en une allocation lisible plafonnée à 900 €/mois (modulée par la composition familiale), calculée automatiquement, conditionnée à 15-20 h/semaine d'activité au choix (formation, recherche d'emploi accompagnée, mission d'utilité publique, temps partiel), sanctions graduées jusqu'à 24 mois, durée maximale 3 ans consécutifs suivie d'1 an de pause. **Statut Étudiant universel modulaire** : chaque étudiant peut demander de 0 à 500 €/mois selon son besoin réel (5 paliers, ajustables 2×/an, plafond cumulé 30 000 €), quelles que soient les ressources parentales. Contrepartie : dette sociale contractuelle remboursable en euros (modèle HECS-HELP australien : 4-8 % du revenu au-delà de 30 000 €/an, prélèvement à la source, zéro intérêt) ou en temps civique (service civique, réserve, enseignement en QPV, soins en désert médical, coopération). Aucune annulation par la retraite ou le chômage longue durée (bascule automatique en voie civique). Fusion des bourses CROUS et APL étudiants. AAH, allocations familiales et chômage assurantiel restent hors périmètre.

## Financement

Le chiffrage combine deux dispositifs sœurs. Il est présenté séparément puis consolidé.

### Partie A — ASU-Actif (fusion RSA/PA/APL/ASS conditionnée)

**Coûts bruts sur 5 ans** : ~16,5 Md€

- Refonte SI Caf + France Travail (plateforme unique) : ~1,5 Md€ en année 1
- Recrutement et formation des accompagnants France Travail (~5 000 ETP supplémentaires) : ~5 Md€ cumulés
- Coût d'organisation des contrôles et signalements : ~4 Md€ cumulés
- Coût de transition pour les bénéficiaires actuels (maintien temporaire de droits supérieurs pendant 6 mois) : ~6 Md€

**Économies brutes sur 5 ans** : ~26 à 28 Md€

- Économies de gestion (fusion 4 systèmes en 1, ~500 M€/an à régime permanent) : ~2 Md€ cumulés
- Économies via sanctions et limitation 3 ans (sortie effective vers l'emploi ou hors dispositif) : ~15-18 Md€ cumulés
- Économies via réduction du non-recours dévoyé (fraude marginale détectée plus facilement) : ~3 Md€ cumulés
- « Effet d'activation » estimé (sortie vers l'emploi accélérée) : ~5 Md€ cumulés

**Solde Partie A sur 5 ans : ~+10 Md€ d'économies nettes.**

### Partie B — Statut Étudiant universel modulaire

**Comptabilisation** : conformément au modèle HECS-HELP australien et au traitement français des prêts d'État, la dépense budgétaire courante n'est pas l'intégralité des avances versées, mais le **coût attendu net** (part non recouvrée + coût de portage + valorisation du temps civique).

**Dépenses brutes annuelles (régime de croisière, an 5+)** :

- Avance annuelle brute : 2,95 M étudiants × 85 % prise × 290 €/mois moyens pondérés × 12 mois = **8,7 Md€/an**
  - Distribution attendue des paliers : 15 % à 0 €, 20 % à 200 €, 25 % à 300 €, 25 % à 400 €, 15 % à 500 €
- Provision pour non-recouvrement attendu (25 %) : **2,2 Md€/an**
- Coût civique valorisé (Voie B — équivalent ETP versés à des missions publiques) : **1,3 Md€/an**
- Coût de portage de la dette d'État (taux effectif après indexation inflation) : **0,7 Md€/an**
- **Total coût brut annuel régime croisière : 4,2 Md€/an**

**Substitutions annuelles (dépenses supprimées ou intégrées)** :

- Bourses CROUS fusionnées : **−2,5 Md€/an**
- APL étudiants fusionnées : **−1,5 Md€/an**
- **Total substitutions : −4,0 Md€/an**

**Coût attendu net régime croisière : ~+0,2 Md€/an**

**Sur 5 ans (montée en charge progressive, transition douce des boursiers CROUS pendant 3 ans)** :

- Coût brut cumulé : ~19 Md€
- Substitutions cumulées : ~−19 Md€ (pleine substitution atteinte à partir de l'an 4)
- Recettes de remboursement (Voie A) : très modestes en horizon 5 ans (première cohorte diplômée en an 4-5, commence à peine à passer le seuil) : +0,5 à +1,5 Md€
- **Solde Partie B sur 5 ans : ~−5 Md€ (dépense nette)**

### Consolidé — Solde net ASU global sur 5 ans

| COMPOSANTE | 5 ANS |
|---|---|
| ASU-Actif | +10 Md€ (économies) |
| Statut Étudiant | −5 Md€ (dépense nette) |
| **Solde consolidé ASU** | **+5 Md€** (économies nettes) |

### Régime de croisière (an 10+) : effet contributeur du Statut Étudiant

À partir de l'an 10, les premières cohortes diplômées atteignent des revenus imposables au-dessus du seuil de 30 000 €. Les remboursements Voie A montent en charge : **~5 à 6 Md€/an** de recettes de remboursement en régime de croisière (an 15+). Le Statut Étudiant devient alors **contributeur net** au budget de l'État.

### Note d'honnêteté

Ces économies restent **modestes en valeur absolue** par rapport au volume total des prestations sociales (~156 Md€/an). L'intérêt principal de la mesure n'est pas le rendement budgétaire, mais la **refondation du contrat social** :

- Lisibilité du système et lutte contre le sentiment d'assistanat pour les actifs
- Baisse du non-recours pour les plus précaires
- **Traitement adulte et universel des étudiants** — plus d'humiliation ni de contrôle intrusif des ressources parentales
- **Contrat vivant** : chaque étudiant décide chaque semestre ce qu'il demande à la Nation, et sait qu'il rendra à hauteur exacte de ce qu'il a reçu
- Articulation cohérente avec les autres dispositifs d'engagement civique (Réserve nationale d'expérience, futur service national, mesures Politique jeunesse et Erasmus France Monde 2032)

### Sources


- Espace social européen — 108,8 Md€ de prestations versées par les CAF en 2024 — https://www.espace-social.com/1088-mds-e-de-prestations-versees-par-les-caf-en-2024/
- CAF / CNAF — Communiqué de presse 2024 sur le budget des prestations — https://caf.fr/professionnels/presse/publications/7-milliards-d-euros-finances-par-les-caf-pour-les-equipements-et-services-aux-familles-en-2024
- Solidarités gouv — Revalorisation des prestations sociales avril 2024 — https://solidarites.gouv.fr/revalorisation-des-prestations-sociales-au-1er-avril-2024
- Fondation IFRAP — Projets d'allocation sociale unique — https://www.ifrap.org/emploi-et-politiques-sociales/allocation-sociale-unique-les-differents-projets-sur-la-table
- Préambule de la Constitution de 1946, alinéa 11 — https://www.conseil-constitutionnel.fr — Garantie constitutionnelle de moyens convenables d'existence, cadre des sanctions admissibles.
- Royaume-Uni — Universal Credit, Department for Work and Pensions — https://www.gov.uk/universal-credit — Modèle de fusion de 6 prestations sociales en une, depuis 2013.
- BVerfG (Cour constitutionnelle allemande) — Décision Hartz IV de 2019 sur les sanctions — https://www.bundesverfassungsgericht.de — Jurisprudence européenne plafonnant les sanctions à 30 % du montant pour respecter la dignité humaine.
- Australie — HECS-HELP (Higher Education Loan Program), Department of Education — https://www.studyassist.gov.au/help-loans/hecs-help — Modèle mondial du prêt étudiant à remboursement contingent au revenu, en vigueur depuis 1989. Zéro intérêt, indexation inflation, prélèvement à la source de 1 % à 10 % selon revenu.
- OCDE — Education at a Glance : Aid to students in tertiary education — https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/ — Comparaisons internationales des dispositifs de soutien étudiant, dont modèles universels et modèles contributifs.
- INSEE — Enquête Conditions de vie des étudiants 2020 — https://www.insee.fr — Faible corrélation empirique entre revenu parental et aide financière effective à l'étudiant majeur — base du raisonnement en faveur de l'universel.
- CROUS — Bourses sur critères sociaux, données 2024 — https://www.etudiant.gouv.fr/fr/bourse-de-l-enseignement-superieur-sur-criteres-sociaux — Cadrage du dispositif fusionné : ~700 000 boursiers, ~2,5 Md€/an, échelons 0 à 7.
- OCDE — Taxing Wages 2024, et Social Expenditure Database (SOCX) — https://www.oecd.org


**Fiche complète en ligne :** https://chiffrons.fr/mesures/allocation-sociale-unique/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure, public cible, indicateurs de succès, calendrier.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.